

José Bové : « Ce règlement sur les OGM n'est que l'illusion d'une bonne solution »

LE MONDE | 12.06.2014 à 12h37 • Mis à jour le 12.06.2014 à 12h57 | Propos recueillis par **Laetitia Van Eeckhout**



L'eurodéputé Europe Ecologie-Les Verts José Bové est un opposant de longue date à la culture des organismes génétiquement modifiés. Il réagit à l'accord donné par le conseil des ministres de l'environnement, jeudi 12 juin, à une législation offrant toute latitude aux Etats pour interdire des OGM sur leur territoire.

L'accord de nouveau règlement sur les OGM entre les Vingt-Huit est-il pour vous une victoire ?

C'est une victoire en trompe-l'œil. Ce nouveau règlement n'est que l'illusion d'une bonne solution quand on regarde l'ensemble du dispositif. On assiste à un allègement de l'expertise sur les OGM au niveau européen. L'autorisation de la culture d'un OGM ne reposera plus sur un système d'homologation solide, au prétexte que les pays peuvent s'y opposer après.

Et ce alors même qu'en décembre 2008, les ministres européens ont tous demandé une remise à plat du système d'homologation. Un travail de réflexion a même été engagé dans ce sens, l'idée prévalant alors que toute expertise en vue d'une homologation s'appuie non seulement sur les études scientifiques, mais prend aussi en compte les questions environnementales, socio-économiques et de toxicologie.

Mais, en 2010, la Commission Barroso a lancé, et défendu depuis sans relâche, ce nouveau projet de règlement, qui consiste à réduire l'expertise en amont pour laisser chaque pays entrer en discussion avec l'industriel, et accepter ou refuser sa demande d'autorisation de commercialisation de ses semences. On fait entrer en discussion chaque Etat membre avec les industriels Monsanto, Pioneer...

Mais qui va s'opposer ? C'est une folie ! On risque clairement de voir s'accélérer les autorisations de cultures OGM dès lors qu'il revient à chaque Etat de négocier directement avec les industriels.

Qu'est-ce que peut entraîner le fait d'avoir, au sein même de l'Union européenne, différentes législations sur les OGM ?

On risque déjà de voir se développer les procédures devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les Etats-Unis pourront plus facilement attaquer, dans la mesure où ils seront en face d'un pays, seul, et non plus de l'Union européenne. L'adoption, aujourd'hui, d'une telle réglementation n'est pas un hasard, alors que se négocie l'accord de libre-échange.

Cette nouvelle réglementation va en outre entraîner une distorsion de concurrence entre producteurs. Or, sur un marché unique, les agriculteurs doivent être mis sur le même plan. En fait de quoi, avec ce nouveau règlement, un cultivateur « bio » installé dans un pays qui

autoriserait les OGM risque d'être déclassé si ses champs sont contaminés par des champs voisins où sont cultivées des plantes transgéniques. Et cette contamination pourra se produire entre exploitations d'une région d'un même pays, mais aussi entre agriculteurs de pays limitrophes.

Ce nouveau règlement sur les OGM doit encore être approuvé par le Parlement européen...

Le Parlement a le pouvoir de voter contre ce texte. En janvier, il a rejeté la demande d'autorisation de culture du maïs transgénique Pioneer TC1507. Maintenant, y aura-t-il une majorité pour valider ce nouveau règlement ? Le Parlement compte un tiers de nouveaux élus...

Le gouvernement français est en train de capituler alors qu'il n'y avait aucune urgence à adopter ce nouveau texte. De Nathalie Kosciusko-Morizet jusqu'à Philippe Martin, en passant par Nicole Bricq et Delphine Batho, les ministres ont eu pourtant une position claire et constante contre ce projet.

Mais les cabinets ministériels changeant en permanence, il n'y a eu aucun suivi sérieux de cette affaire. Et, au lieu de se battre pour renforcer l'expertise au niveau européen, le gouvernement parle désormais de progrès, arguant que la France va pouvoir s'opposer aux OGM. Mais il vend du vent. Reçues par le ministère de l'environnement la semaine dernière sur les OGM, les ONG sont sorties atterrées.

- **Laetitia Van Eeckhout**
- Journaliste au Monde